

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Finances, le 28 décembre 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal dépourvu d'intitulé, mais présenté en ces termes dans le rapport au Roi : "Projet d'arrêté royal relatif au contrôle sur base consolidée des établissements de crédit", a donné le 7 mars 1994 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 28 december 1993 door de Minister van Financiën verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit zonder opschrift, maar in het verslag aan de Koning aangekondigd als : "Ontwerp van koninklijk besluit over het toezicht op geconsolideerde basis op kredietinstellingen", heeft op 7 maart 1994 het volgend advies gegeven :

Observation générale.

Conformément à un principe constant, il n'appartient pas au Roi de reproduire, dans un arrêté d'exécution, certaines dispositions de la loi sur laquelle il se fonde. Cette règle n'est pas simplement formelle, car elle a pour but d'assurer le respect de la hiérarchie des normes ainsi que la sécurité juridique.

Si l'auteur du projet entend rendre le texte examiné plus lisible, ainsi qu'il ressort du rapport au Roi, il pourra atteindre cet objectif par exemple en recourant à une circulaire dans laquelle il donnera les explications nécessaires pour assurer la bonne compréhension du projet d'arrêté ou à une circulaire coordonnant à titre officieux les dispositions de la loi et celles du projet d'arrêté royal.

C'est sous cette réserve que les observations suivantes sont formulées.

Examen du projet.

Intitulé.

L'intitulé qui figure en tête du rapport au Roi doit être reproduit en tête du texte de l'arrêté.

.../...

Préambule.

Conformément aux règles de légistique, il convient d'intervertir les alinéas 1er et 2 aux fins de respecter la hiérarchie des normes.

En outre, le texte néerlandais de l'alinéa 1er, qui devient l'alinéa 2, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Dispositif.

Conformément aux règles de la légistique, on écrira dans le texte français : "Chapitre premier".

Dans le texte néerlandais de l'intitulé du chapitre premier, il y a lieu de remplacer le mot "Voorwerp" par le mot "Onderwerp".

Article 1er.

L'article 1er se borne à annoncer la matière faisant l'objet des articles suivants et n'a donc pas de caractère normatif. Il doit être omis.

En effet, la mise en oeuvre de la directive 92/30/CEE voulue par son article 9, § 1er, alinéa 2, résulte de la mention de celle-ci au préambule.

.../...

Article 2.

Le texte néerlandais du 5^o et du 8^o serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 3.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, les mots "Sous réserve des dispositions du § 3" font double emploi avec les mots "Par dérogation au § 2" figurant au paragraphe 3. Il convient de les omettre.

3. Au paragraphe 2, selon les règles de la légistique, les mots mis entre parenthèses ne sont pas indispensables à la compréhension du texte. Ils doivent être omis.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 3, 1^o, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Au paragraphe 3, 2^o, le mot "supplémentaire" est superflu et doit être omis.

.../...

6. A propos du paragraphe 3, 3º, b), il convient d'éviter, conformément aux règles de la légistique, les phrases incidentes dans une énumération. La deuxième phrase trouvera mieux sa place dans un alinéa distinct à la suite du 4º, en commençant par les mots : "Dans son appréciation aux fins de l'application de l'alinéa 1er, 3º, ...".

7. Au paragraphe 3, 4º, il convient d'indiquer la date de l'arrêté royal qui y est visé.

8. Le texte néerlandais de l'alinéa 2 du 4º, qui devient l'alinéa 3, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

9. Le texte néerlandais de l'alinéa 3 du 4º, qui devient l'alinéa 4, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 4.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéa 2, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

.../...

2. Au paragraphe 1er, alinéa 3, la phrase introductive du texte français serait plus adéquatement rédigée comme suit : "Les établissements de crédit sont, en outre, tenus de ...".

3. Au paragraphe 3, alinéa 2, on pourrait éviter les mots "Nonobstant la disposition de l'alinéa 1er" en écrivant : "La Commission bancaire et financière peut toutefois exempter ...".

Article 5.

A l'alinéa 2, 1^o, la partie de la phrase présentée sous la forme d'un alinéa constitue une phrase incidente dont l'usage doit être évité. Il y a lieu d'en faire un alinéa distinct de l'article 5 avec renvoi au paragraphe 1er, alinéa 2, 1^o.

Par ailleurs, il y a lieu de remplacer les mots "in functie van" par les mots "in verhouding tot" dans le texte néerlandais de cet alinéa.

Article 6.

1. Au paragraphe 1er, il faut écrire : "Le contrôle des établissements de crédit de droit belge, visé à l'article 5, § 1er, est exercé ...".

.../...

2. Le paragraphe 2, 2^o, appelle une remarque semblable à celle formulée à propos de l'article 5 du projet.

Le texte néerlandais de l'alinéa 1er du paragraphe 2, 2^o, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

3. Compte tenu de l'observation générale, il faut omettre la deuxième phrase du paragraphe 3, alinéa 3.

En effet, la disposition déclare applicable à la matière réglée, une autre disposition de force obligatoire supérieure qui y est déjà applicable par elle-même.

4. Le texte néerlandais de la fin de la première phrase du paragraphe 4 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

5. Au paragraphe 4, selon une jurisprudence constante, le procédé analogique utilisé dans la deuxième phrase est critiquable notamment parce qu'il peut avoir pour conséquence d'élargir le champ d'application de la loi. Il convient, lorsque le Roi en a le pouvoir, de reproduire la disposition à laquelle il est fait référence, moyennant les adaptations nécessaires.

Article 7.

1. Au paragraphe 1er, il faut écrire : "... des compagnies financières, réglé par le présent chapitre, les états suivants sont soumis ...".

Le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, première phrase, devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, les mots "du présent paragraphe" et les mots "du présent arrêté" sont inutiles et doivent être omis.

3. Au paragraphe 3, alinéa 1er, première phrase, on pourrait éviter les mots "Sans préjudice des dispositions de l'alinéa 2 du présent paragraphe," en insérant à l'alinéa 2, le mot "toutefois" entre les mots "peut" et "exiger".

Il y a lieu, en outre, de tenir compte, dans la même phrase, de l'observation faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 8.

1. A propos du paragraphe 1er, alinéa 2, il y a lieu de se référer à l'observation n° 5 formulée sous l'article 6.

.../...

2. Au paragraphe 2, alinéa 2, les mots "de façon plus générale" n'ont aucune portée normative et doivent être omis.

3. Au paragraphe 2, alinéa 3, on omettra les mots "du présent paragraphe" et l'on remplacera les mots "à ces" par le mot "aux".

4. Au paragraphe 3, les mots "en question" doivent être remplacés par le mot "visée".

Article 9.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er, alinéas 1er et 2, devrait être rédigé en tenant compte des observations qui sont faites dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 2, les mots "du présent article" doivent être omis.

A la fin de la phrase, on écrira plus simplement :
"... et les autorités étrangères compétentes".

.../...

3. Au paragraphe 3, il convient, soit de supprimer les mots "par analogie", soit de préciser dans le texte les adaptations moyennant lesquelles l'article 7, § 3, du projet s'applique aux établissements de crédit qui sont filiales de compagnies mixtes.

Sous réserve de cette observation, il est proposé de rédiger le texte néerlandais de la fin de ce paragraphe ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 10.

Dans la phrase introductive, les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

Intitulé du Chapitre V.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu d'écrire : "... samenwerking onder autoriteiten".

Article 11.

1. Au paragraphe 1er, les mots "du présent arrêté" doivent être omis.

2. Dans le texte français du paragraphe 2, alinéa 2, les mots "en question" doivent être omis.

3. Dans le texte français du paragraphe 3, première phrase, les mots "du présent article" doivent être omis.

A propos de la seconde phrase du paragraphe 3, il faut se référer à l'observation n° 3 formulée sous l'article 9.

4. Le texte néerlandais du paragraphe 4, alinéa 1er, serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 13.

Il convient de préciser dans le rapport au Roi ce qu'il faut entendre par les mots "sans pouvoir y opposer d'objections tirées du droit privé", alors que la directive utilise les mots "sans pouvoir y opposer aucun obstacle de nature juridique". Il serait utile, en outre, d'éclairer cette précision en citant quelques exemples.

Par ailleurs, il faut écrire : "... sur base consolidée, organisé par le présent arrêté ...".

Article 14.

1. Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 2, il y a lieu de remplacer le mot "modaliteiten" par les mots "nadere regelen".

2. Au paragraphe 3, les mots "aux conditions mentionnées ci-dessous" devraient être remplacés par les mots "aux conditions suivantes" et être déplacés en fin de phrase introductive, en lieu et place des mots "auquel cas".

3. Au paragraphe 3, 1^o et 2^o, il y a lieu de se référer à l'observation n^o 3 formulée à propos de l'article 9.

Article 15.

Aux paragraphes 2 et 4, il est à nouveau fait référence à l'observation n^o 5 formulée à propos de l'article 6.

En outre, le texte néerlandais du paragraphe 2, 1^o, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 16.

Dans le texte néerlandais, il y a lieu de remplacer chaque fois le mot "modaliteiten" par les mots "nadere regelen".

Article 17.

Le recours à la législation par analogie, déjà critiqué au sujet d'articles précédents, est d'autant moins admissible qu'il s'agit des sanctions applicables, notamment d'une amende administrative dont le montant maximal est fixé à cinquante millions de francs.

Chapitre VII.

L'intitulé s'écrira comme suit : "Dispositions transitoire et finale".

Article 18.

A l'alinéa 1er, on pourrait écrire : "... qui ... sont incluses dans la situation consolidée ..., sont toutefois laissées en dehors de la situation consolidée ... à des exigences spécifiques de solvabilité".

.../...

Le texte néerlandais de l'alinéa 2 serait mieux rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 19.

Comme le précise la deuxième phrase de l'article, il va de soi que le pouvoir de dérogation (1) attribué à la Commission bancaire et financière ne peut s'entendre que comme le pouvoir de déroger aux dispositions de l'arrêté en projet qui ne transposent pas les dispositions de la directive.

A défaut pour l'arrêté de préciser les critères que la Commission bancaire et financière doit prendre en considération pour autoriser des dérogations, celle-ci disposera d'un pouvoir discrétionnaire très large.

Comme la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs est applicable aux décisions de la Commission bancaire et financière, les conditions dans lesquelles il est fait usage de cette faculté de dérogation pourront faire l'objet d'une publicité régulière dans le rapport annuel prévu par l'article 8bis de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 relatif à la Commission bancaire et financière.

(1) Avis L. 21.563/2 du 13 juillet 1992.

Cette façon de procéder s'impose pour permettre d'objectiver les décisions de dérogation prises par la Commission bancaire et financière.

Algemene opmerking.

Volgens een vast beginsel is het geen aangelegenheid van de Koning om in een uitvoeringsbesluit sommige bepalingen van de wet waarop het besluit steunt over te nemen. Deze regel is niet louter formeel; hij heeft namelijk tot doel de inachtneming van de hiërarchie der normen en de rechtszekerheid te verzekeren.

Als het, zoals blijkt uit het verslag aan de Koning, de bedoeling van de steller van het ontwerp is de onderzochte tekst leesbaarder te maken, kan hij dat doel bijvoorbeeld bereiken met een circulaire waarin hij de nodige uitleg geeft om de bevattelijkheid van het ontwerp van besluit te garanderen of met een circulaire waarin een officieuze coördinatie wordt gegeven van de bepalingen van de wet en van die van het ontwerp van koninklijk besluit.

Het is onder dat voorbehoud dat de volgende opmerkingen worden gemaakt.

Onderzoek van het ontwerp.

Opschrift.

Het opschrift dat bovenaan het verslag aan de Koning staat, moet bovenaan de tekst van het besluit worden herhaald.

Aanhef.

.../...

Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek moet de volgorde van het eerste en het tweede lid worden omgekeerd om de hiërarchie der normen in acht te nemen.

Bovendien schrijve men in het eerste lid, dat het tweede lid wordt, "inzonderheid op de artikelen 49 en 101;".

Bepalend gedeelte.

Overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek schrijve men in de Franse tekst : "Chapitre premier".

In de Nederlandse tekst van het opschrift van hoofdstuk I schrijve men "Onderwerp" in plaats van "Voorwerp".

Artikel 1.

Artikel 1 beperkt er zich toe de in de volgende artikelen behandelde aangelegenheid aan te kondigen en is dan ook niet normatief van aard. Het moet vervallen.

De inwerkingstelling van richtlijn 92/30/EEG, die door artikel 9, § 1, tweede alinea, ervan wordt gevergd, vloeit immers voort uit de vermelding van de richtlijn in de aanhef.

Artikel 2.

.../...

In 5º schrijve men "... de in ... bedoelde ..." in plaats van "... de bij ... bedoelde ...". Deze opmerking geldt voor heel het ontwerp.

In 8º, in fine, zou het beter zijn het woord "meerdere" te vervangen door het woord "meer". Deze opmerking geldt tevens voor artikel 3, paragraaf 3, 4º, tweede lid, en artikel 9, paragraaf 2, tweede regel.

Artikel 3.

1. In paragraaf 1 zou het duidelijker zijn te schrijven : "... het geconsolideerde geheel dat door een consoliderende onderneming wordt gevormd met de overige, in de consolidatie opgenomen Belgische en buitenlandse ondernemingen".

2. In paragraaf 2 vormen de woorden "behoudens de voorschriften van paragraaf 3" een doublure met de woorden "In afwijking van paragraaf 2", die in paragraaf 3 voorkomen. De woorden "behoudens de voorschriften van paragraaf 3" moeten dan ook vervallen.

3. In paragraaf 2 zijn de woorden die tussen haakjes staan, volgens de regels van de wetgevingstechniek niet onontbeerlijk voor het begrijpen van de tekst. Zij moeten vervallen.

.../...

4. Aan het eind van paragraaf 3, 1^o, schrijve men : "... hun inbreng in het kapitaal en hun voldoende solvabiliteit".

5. In paragraaf 3, 2^o, moet het woord "supplementaire" als overbodig vervallen.

6. In paragraaf 3, 3^o, b), zou men, overeenkomstig de regels van de wetgevingstechniek, tussenzinnen in een opsomming moeten vermijden. De tweede volzin zou beter op zijn plaats zijn als een afzonderlijk lid na het 4^o, luidende : "De Commissie voor het Bank- en Financiewezen houdt voor de toepassing van het eerste lid, 3^o, bij haar beoordeling rekening met ... als gevolg van ... uitoefent".

7. In paragraaf 3, 4^o, moet de datum van het bedoelde koninklijk besluit worden vermeld.

8. In het tweede lid van 4^o, dat het derde lid wordt, schrijve men : "... indien hun balanstotaal of hun gezamenlijk balanstotaal ...".

9. In het derde lid van 4^o, dat het vierde lid wordt, schrijve men in de eerste volzin : "Dochterondernemingen die ... niet rechtstreeks in het verlengde van het bankbedrijf ligt of niet behoort tot ... dienstverlening bedoeld in ... voor het toezicht op de naleving, op geconso-

.../...

lideerde basis, van de beperkingen die bij artikel 32 van de wet worden gesteld op aandelenbezit en deelnemingen en van de beperkingen die met toepassing van artikel 43, eerste tot derde lid, van de wet worden gesteld op risicoconcentratie".

Artikel 4.

1. In paragraaf 1, tweede lid, vervange men de woorden "slaat op" door de woorden "heeft betrekking op". Deze opmerking geldt eveneens voor de inleidende zin van artikel 5, paragraaf 1, tweede lid.

2. In het derde lid van dezelfde paragraaf zou de inleidende zin van de Franse tekst van het derde lid beter als volgt gesteld worden : "Les établissements de crédit sont, en outre, tenus de ...".

3. In paragraaf 3, tweede lid, kunnen de woorden "Niettegenstaande het bepaalde in het eerste lid" worden weggelaten door te schrijven : "De Commissie voor het Bank- en Financiewezen kan echter ...".

Artikel 5.

In het tweede lid, 1º, vormt het gedeelte van de volzin dat als een lid wordt voorgesteld, een tussenzin. Zulke zinnen moeten worden vermeden. Men moet er dan ook

.../...

een afzonderlijk lid van artikel 5 van maken, met verwijzing naar paragraaf 1, tweede lid, 1^o.

Bovendien schrijve men in dat lid "in verhouding tot" in plaats van "in functie van".

Artikel 6.

1. In paragraaf 1 schrijve men : "Het in artikel 5, § 1, bedoelde toezicht op de kredietinstellingen naar Belgisch recht wordt uitgeoefend ...".

2. Over paragraaf 2, 2^o, behoort een soortgelijke opmerking te worden gemaakt als over artikel 5 van het ontwerp.

Het eerste lid van paragraaf 2, 2^o, zou aldus gesteld moeten worden :

"2^o de bevoegde autoriteit die in gemeen overleg door de betrokken bevoegde autoriteiten is aangewezen, wanneer de financiële holding als dochterondernemingen kredietinstellingen heeft in verscheidene andere Lid-Staten dan die waar de holding haar zetel heeft;"

3. Gelet op de algemene opmerking moet de tweede zin van paragraaf 3, derde lid, vervallen.

.../...

De bepaling verklaart namelijk een andere hogere regeling, die uit zichzelf al toepassing vindt, toepasselijk op de aangelegenheid die geregeld wordt.

4. Aan het slot van de eerste volzin van paragraaf 4 schrijve men : "... als krachtens de regelgeving van de Europese Gemeenschappen vereist is".

5. Het van overeenkomstige toepassing verklaren in de tweede zin van paragraaf 4 is volgens een vaste rechtspraak af te keuren, onder andere omdat zulks tot gevolg kan hebben de werkingssfeer van de wet uit te breiden. De Koning zou, als hij daartoe gemachtigd is, de bepaling waarnaar verwezen wordt met de nodige aanpassingen moeten herhalen.

Artikel 7.

1. De inleidende volzin van paragraaf 1 dient als volgt te worden gesteld :

"§ 1. Voor het door dit hoofdstuk geregelde toezicht op kredietinstellingen door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen op basis van de geconsolideerde positie van financiële holdings worden aan de Commissie halfjaarlijks op de wijze die zij bepaalt de volgende staten voorgelegd :".

.../...

2. De eerste volzin van paragraaf 2, eerste lid, dient aldus te worden gesteld :

"§ 2. In geval van ... Gemeenschap, ten aanzien waarvan het toezicht op geconsolideerde basis met toepassing van artikel 6, § 4, uitgeoefend wordt door een buitenlandse bevoegde autoriteit, moet de naleving van de verhoudingen en beperkingen voorgeschreven door de richtlijn of daaraan gelijkwaardige rechtsregels minstens eenmaal per jaar binnen vier maanden na afsluiting van het boekjaar van de holding bevestigd worden aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen".

In paragraaf 2, tweede lid, moeten de woorden "van deze paragraaf" en de woorden "van dit besluit" als overbodig vervallen.

3. In paragraaf 3, eerste lid, eerste volzin, zou men de woorden "Onverminderd het bepaalde in het tweede lid van deze paragraaf" kunnen weglaten door in het tweede lid het woord "echter" in te voegen tussen de woorden "de Commissie voor het Bank- en Financiewezen" en "eisen".

In dezelfde volzin schrijve men bovendien "de Belgische kredietinstelling-dochteronderneming" in plaats van "de Belgische dochteronderneming-kredietinstelling".

Artikel 8.

1. Voor paragraaf 1, tweede lid, wordt verwezen naar opmerking nr. 5 die over artikel 6 is gemaakt.

2. In paragraaf 2, tweede lid, moeten de woorden "meer algemeen" vervallen, aangezien zij geen regelgevende strekking hebben.

3. In paragraaf 2, derde lid, moeten de woorden "van deze paragraaf" vervallen en moet het woord "deze" door het woord "de" worden vervangen.

4. Aan het slot van paragraaf 3 schrijve men :

"... wordt de taak bepaald in paragraaf 2 op overeenkomstige wijze vervuld door de commissaris-revisor die is aangesteld bij de kredietinstelling naar Belgisch recht die een dochteronderneming van de bedoelde onderneming is".

Artikel 9.

1. In paragraaf 1, eerste lid, in fine vervangen men "eerstgenoemden" door "die holdings".

In het tweede lid van dezelfde paragraaf schrijve men "in staat stellen" in plaats van "toelaten".

.../...

2. In paragraaf 2 schrijve men "Wanneer de gemengde holding of een of meer van haar dochterondernemingen hun zetel buiten de Europese Gemeenschap hebben, worden de nadere regelen voor de uitvoering van het bepaalde in paragraaf 1, vastgelegd in overeenkomsten gesloten tussen de Commissie voor het Bank- en Financiewezen en de bevoegde buitenlandse autoriteiten".

3. In paragraaf 3 moet ofwel het woord "overeenkomstige" vervallen ofwel moet in de tekst worden verduidelijkt volgens welke aanpassingen artikel 7, § 3, van het ontwerp van toepassing is op de kredietinstellingen die dochterondernemingen zijn van gemengde holdings.

Onder voorbehoud van deze opmerking schrijve men aan het slot : "... op de kredietinstellingen naar Belgisch recht die dochterondernemingen zijn van gemengde holdings".

Artikel 10.

In de inleidende volzin behoren de woorden "van dit besluit" te vervallen.

Opschrift van hoofdstuk V.

Men schrijve : "... samenwerking onder autoriteiten".

.../...

Artikel 11.

1. In paragraaf 1 moeten de woorden "van dit besluit" vervallen.

2. In de Franse tekst van paragraaf 2, tweede lid, moeten de woorden "en question" vervallen.

3. In de Franse tekst van paragraaf 3, eerste volzin, moeten de woorden "du présent article" vervallen.

Voor de tweede zin van paragraaf 3 wordt verwezen naar de opmerking nr. 3 die onder artikel 9 is gemaakt.

4. In paragraaf 4, eerste lid, schrijve men "moederondernemingen-kredietinstellingen" in plaats van "moederondernemingen-kredietinstelling".

Artikel 13.

In het verslag aan de Koning moet worden verduidelijkt wat moet worden verstaan onder "zonder dat zij beperkingen van privaatrechtelijke aard kunnen tegenstellen", aangezien de richtlijn gebruik maakt van de woorden "geen juridische belemmeringen". Het zou bovendien nuttig zijn die verduidelijking toe te lichten door enkele voorbeelden aan te halen.

.../...

Bovendien schrijve men : "De ondernemingen opgenomen in het toezicht op geconsolideerde basis dat door dit besluit wordt ingesteld, alsook ... bedoeld in ... delen elkaar ...".

Artikel 14.

1. In paragraaf 2, tweede lid, vervange men het woord "modaliteiten" door de woorden "nadere regelen".

2. De inleidende volzin van paragraaf 3 zou aldus gesteld moeten worden :

"§ 3. Buitenlandse bevoegde autoriteiten zijn in het kader van hun toezicht op geconsolideerde basis gerechtigd om in ondernemingen bedoeld in artikel 13, met zetel in België, ter plaatse de gegevens en inlichtingen te toetsen die zij hebben ontvangen of kunnen erkende revisoren of door hen erkende deskundigen hiermee belasten zodanig dat :".

3. Voor paragraaf 3, 1^o en 2^o, wordt verwezen naar opmerking nr. 3, die over artikel 9 is gemaakt.

Artikel 15.

Voor de paragrafen 2 en 4 wordt opnieuw verwezen naar opmerking nr. 5, die over artikel 6 is gemaakt.

.../...

Voorts schrijve men in paragraaf 2, 1^o, "elkaar" in plaats van "mekaar".

Artikel 16.

In fine vervange men telkens het woord "modaliteiten" door de woorden "nadere regelen".

Artikel 17.

Regelgeving door het van overeenkomstige toepassing verklaren, waarop reeds naar aanleiding van vorige artikelen kritiek is geleverd, is des te minder aanvaardbaar daar het gaat om de sancties die van toepassing zijn, onder andere een administratieve geldboete bepaald op ten hoogste vijftig miljoen frank.

Hoofdstuk VII.

In het opschrift schrijve men : "Overgangs- en slotbepalingen".

Artikel 18.

In het eerste lid zou men kunnen schrijven :
"... die ... in de geconsolideerde positie worden opgenomen ..., echter buiten de geconsolideerde positie

.../...

gelaten wanneer voor die beleggingsondernemingen eigen solvabiliteitsvereisten gelden".

In het tweede lid schrijve men : "... en van het eventuele tekort ... vertonen ten opzichte van de voor hen geldende solvabiliteitsregeling".

Artikel 19.

Zoals de tweede volzin van het artikel aangeeft, spreekt het vanzelf dat de bevoegdheid om afwijkingen toe te staan (1), die aan de Commissie voor het Bank- en Financiewezen wordt toegekend, alleen mag worden begrepen als de bevoegdheid om af te wijken van de bepalingen van het ontworpen besluit die de bepalingen van de richtlijn niet omzetten.

Zolang het besluit de criteria niet voorschrijft waarmee de Commissie voor het Bank- en Financiewezen bij het toestaan van afwijkingen rekening moet houden, zal zij een zeer ruime discretionaire bevoegdheid hebben.

Aangezien de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen van toepassing is op de beslissingen van de Commissie voor het Bank- en Financiewezen, zouden de omstandigheden waarin gebruik wordt gemaakt van deze bevoegdheid om afwijkingen toe te staan, geregeld kunnen worden bekendgemaakt in het

(1) Advies L. 21.563/2 van 13 juli 1992.

jaarverslag waarin is voorzien door artikel 8bis van het koninklijk besluit nr. 185 van 9 juli 1935 op de Commissie voor het Bank- en Financiewezen.

Deze handelwijze is noodzakelijk voor het objectiveren van de beslissingen tot afwijking die door de Commissie voor het Bank- en Financiewezen worden genomen.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J.-J. STRYCKMANS,
de Heren :

président de chambre,
kamervoorzitter,

Y. BOUCQUEY,
Y. KREINS,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

J. DE GAVRE,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

P. GOTHOT,

Madame : J. GIELISSEN,
Mevrouw :

greffier,
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par Mme C. DEBROUX, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door Mevr. C. DEBROUX, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. GIELISSEN.

J.-J. STRYCKMANS.

.../...